

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — La réduction à opérer en vertu de l'article 2 du décret n° 51-96 du 26 janvier 1951 sur les crédits budgétaires ouverts pour le paiement des pensions civiles de retraite, en vue du calcul du montant global de la double cotisation de sécurité sociale à verser à la caisse nationale de sécurité sociale, est fixée à 19,5 p. 100 à compter du 1^{er} janvier 1960. Elle est ramenée à 16,9 p. 100 à compter du 1^{er} juillet 1960.

Art. 2. — La réduction prévue par le même texte en ce qui concerne la double cotisation à verser à la caisse militaire de sécurité sociale est fixée à 29,8 p. 100 à compter du 1^{er} janvier 1960. Elle est ramenée à 28,7 p. 100 à compter du 1^{er} juillet 1960.

Art. 3. — Le directeur de la dette publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 août 1961.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Pour le ministre et par délégation :

Le chef de cabinet,
JEAN LANGLOIS.

Le ministre des armées,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des affaires administratives,
juridiques et contentieuses,
GUILLAUME WIDMER.

Le ministre du travail,

Pour le ministre et par délégation :

Le conseiller technique,
JEAN CHEYLUS.

Modification de la liste et des attributions des bureaux de douane.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 24 (§ 1^{er}) du code des douanes ;

Vu le décret n° 60-63 du 19 janvier 1960 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux finances ;

Vu l'arrêté du 9 octobre 1956 fixant la liste et les attributions des bureaux de douane et les textes subséquents, notamment l'arrêté du 28 février 1961,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'arrêté du 9 octobre 1956 fixant la liste et les attributions des bureaux de douane est modifié comme il est indiqué au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Le directeur général des douanes et droits indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 août 1961.

Pour le ministre des finances et des affaires économiques
et par délégation :

Pour le secrétaire d'Etat aux finances
et par délégation :

Le directeur général des douanes et droits indirects,
PHILIPPE DE MONTRÉMY.

TABLEREAU ANNEXE

PORTANT MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ DU 9 OCTOBRE 1956

Remplacer la ligne se rapportant au bureau du Bourget-gare routière par une ligne nouvelle rédigée comme suit :

| CLASSEMENT des bureaux de douane. | | | ATTRIBUTIONS | BUREAUX HABILITÉS au dédouanement de certaines marchandises saoumées à des restrictions spéciales. | |
|--------------------------------------|---|------------------------------|--------------|--|--|
| Bureaux de plein exercice. | Bureaux à com- pé- tence limitée. | Bureaux spécia- lisés. | | Dans l'intérêt de l'adminis- tration des douanes. | Dans l'intérêt d'autres services publics. |
| Le Bourget-gare routière. | — | — | TIRD, TIA. | PF, T, II, OAC, RT. | CL, CPH. |

Dérégation à l'obligation d'assurance édictée par la loi du 27 février 1958 en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur.

Par arrêté du 18 août 1961, par application de l'article 3 de la loi n° 58-208 du 27 février 1958, les établissements publics désignés ci-dessous :

Institut national de jeunes aveugles ;
Institut national de jeunes sourds de Paris ;
Institut national de jeunes sourds de Chambéry ;
Institut national de jeunes sourds de Bordeaux ;
Institut national de jeunes sourds de Metz,

sont dispensés de l'obligation d'assurance édictée par la loi susvisée en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, pour les véhicules dont ils sont propriétaires. Sont également dispensés de cette obligation toutes les personnes ayant, avec leur autorisation, la garde ou la conduite des véhicules dont il s'agit.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret n° 61-926 du 17 août 1961 portant statut particulier du corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre délégué auprès du Premier ministre,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951 fixant les règles suivant lesquelles doit être déterminée l'ancienneté du personnel nommé dans certains corps de fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 50-583 du 25 mai 1950 relatif au maxima de service hebdomadaire de professeurs et maîtres d'éducation physique ;

Le Conseil d'Etat (commission de la fonction publique) entendu,

Décète :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. — Il est créé au ministère de l'éducation nationale un corps de professeurs adjoints d'éducation physique et sportive.

Art. 2. — Le corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive comporte neuf échelons.

TITRE II. — Recrutement.

Art. 3. — Les professeurs adjoints d'éducation physique et sportive sont recrutés :

1^{er} Dans la limite de 80 p. 100 des emplois à pourvoir, par voie de concours ouverts :

a) Aux maîtres d'éducation physique et sportive titulaires qui justifient d'au moins quatre ans de services effectifs accomplis en cette qualité ;

b) Aux professeurs délégués à l'éducation physique et sportive titulaires de la première partie du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive et aux instituteurs délégués à l'éducation physique et sportive qui justifient soit de huit années au moins d'enseignement d'éducation physique et sportive à temps complet dans un établissement d'enseignement public, soit de six années au moins d'activité dans le secteur non scolaire, soit d'au moins quatre années d'enseignement et de l'un des titres ou diplômes suivants :

Certificat d'aptitudes pédagogiques à l'entraînement physique dans les milieux non scolaires (1^{re} partie).

Diplôme de conseiller sportif (1^{re} partie).

Diplôme de guide de montagne.

Diplôme national de moniteur de ski.

Brevet d'instructeur de plein air.

c) Aux agents nommés dans les emplois de délégués ou de contractuels du haut-commissariat à la jeunesse et aux sports qui justifient de six années d'activité et de l'un des titres ou diplômes ci-dessus.

Les candidats aux concours devront être âgés de moins de trente-cinq ans.

2° Dans la limite de 20 p. 100 des emplois à pourvoir, après inscription sur un tableau d'avancement, parmi :

- a) Les maîtres d'éducation physique et sportive titulaires ;
- b) Les professeurs délégués à l'éducation physique et sportive titulaires de la première partie du C. A. P. ;
- c) Les instituteurs délégués à l'éducation physique et sportive.

Ces personnels devront justifier de trente-huit ans d'âge au minimum, de douze années d'enseignement de l'éducation physique et sportive à temps complet dans un établissement d'enseignement public ou de neuf années d'activité dans le secteur non scolaire et de l'un des diplômes énumérés ci-dessus.

Art. 4. — Un arrêté du ministre de l'éducation nationale déterminera l'organisation, la nature des épreuves et le programme du concours visé à l'article 3.

TITRE III. — Nomination et avancement.

Art. 5. — L'avancement d'échelon des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive a lieu suivant le tableau ci-après :

| | 30 p. 100. | 50 p. 100. | 20 p. 100. |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Du 1 ^{er} au 2 ^e échelon..... | 2 ans. | 2 ans 6 mois. | 2 ans 6 mois. |
| Du 2 ^e au 3 ^e échelon..... | 2 ans. | 2 ans 6 mois. | 3 ans. |
| Du 3 ^e au 4 ^e échelon..... | 2 ans. | 3 ans. | 3 ans. |
| Du 4 ^e au 5 ^e échelon..... | 2 ans 6 mois. | 3 ans. | 3 ans 6 mois. |
| Du 5 ^e au 6 ^e échelon..... | 2 ans 6 mois. | 3 ans 6 mois. | 4 ans. |
| Du 6 ^e au 7 ^e échelon..... | 3 ans. | 3 ans 6 mois. | 4 ans. |
| Du 7 ^e au 8 ^e échelon..... | 3 ans. | 4 ans. | 5 ans. |
| Du 8 ^e au 9 ^e échelon..... | 3 ans. | 4 ans. | 5 ans. |

Art. 6. — La nomination dans le corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive s'effectuera conformément aux dispositions du décret susvisé du 5 décembre 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation des règles suivant lesquelles doit être déterminée l'ancienneté du personnel nommé dans certains corps de fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale.

Les agents contractuels seront reclassés, compte tenu de leur ancienneté de services dans l'éducation physique et sportive, aux conditions suivantes :

- Après quatre ans : au 2^e échelon.
- Après huit ans : au 3^e échelon.
- Après douze ans : au 4^e échelon.
- Après seize ans : au 5^e échelon.
- Après vingt ans : au 6^e échelon.
- Après vingt-trois ans : au 7^e échelon.
- Après vingt-six ans : au 8^e échelon.
- Après trente ans : au 9^e échelon.

TITRE IV. — Dispositions spéciales.

Art. 7. — L'article 1^{er} du décret susvisé du 25 mai 1950 relatif au maxima de service des professeurs et maîtres d'éducation physique et sportive est complété comme suit :

« Professeur adjoint d'éducation physique et sportive : vingt-cinq heures ».

TITRE V. — Dispositions transitoires.

Art. 8. — Pour la constitution initiale du corps et dans la limite de 398 emplois, pourront être intégrés en qualité de professeur adjoint d'éducation physique et sportive, après inscription sur une liste d'aptitude établie après avis d'une commission administrative paritaire centrale :

- a) Les maîtres d'éducation physique et sportive titulaires ;
- b) Les professeurs délégués à l'éducation physique et sportive titulaires de la première partie du C. A. P. à l'éducation physique et sportive ;
- c) Les instituteurs délégués à l'éducation physique et sportive ;
- d) Les agents exerçant dans les emplois de contractuel ou de délégué du haut-commissariat à la jeunesse et aux sports qui justifieront de l'un des titres ou diplômes ci-après :

Certificat d'aptitude pédagogique à l'entraînement physique dans les milieux non scolaires (1^{re} partie).
Diplôme de conseiller sportif (1^{re} partie).
Diplôme de guide de montagne.
Diplôme national de moniteur de ski.
Brevet d'instructeur de plein air.

Ces fonctionnaires et agents devront en outre être âgés d'au moins trente-cinq ans et justifier de dix années d'enseigne-

ment de l'éducation physique et sportive dans un établissement d'enseignement public ou de sept années d'activité dans le secteur non scolaire à la date de publication du présent décret.

Art. 9. — Les intéressés seront intégrés dans les conditions prévues à l'article 6 ci-dessus.

Art. 10. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre délégué auprès du Premier ministre et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 août 1961.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,

LUCIEN PAYE.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
PIERRE GUILLAUMAT.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

WILFRID BAUMGARTNER.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Budget primitif de la Casa de Velazquez pour 1961.

Par arrêté en date du 21 juin 1961, le montant du budget primitif de la Casa de Velazquez de Madrid est fixé, en recettes et en dépenses, à la somme de 405.240 NF.

Suppression de la personnalité civile et de l'autonomie financière pour divers collèges d'enseignement technique annexés à des écoles normales nationales d'apprentissage.

Par arrêté du 25 juillet 1961, la personnalité civile et l'autonomie financière sont supprimées pour les cinq collèges d'enseignement technique annexés à des écoles normales nationales d'apprentissage dont la liste suit :

- Nantes, collège d'enseignement technique de garçons n° 798 annexé à l'école normale nationale d'apprentissage de Nantes.
- Toulouse, collège d'enseignement technique de filles n° 1387 annexé à l'école normale nationale d'apprentissage de Toulouse.
- Paris, collège d'enseignement technique de garçons n° 318 annexé à l'école normale nationale d'apprentissage, rue de la Roquette.
- Paris, collège d'enseignement technique de filles n° 216 annexé à l'école normale nationale d'apprentissage, rue de la Tour.
- Villeurbanne, collège d'enseignement technique de garçons n° 986 annexé à l'école normale nationale de Lyon.

Cette mesure prendra effet à partir du 1^{er} janvier 1962.

Dates et modalités du concours sur épreuves pour le recrutement de bibliothécaires (session de 1961).

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 52-554 du 16 mai 1952 modifié portant règlement d'administration publique relatif aux statuts particuliers des bibliothécaires relevant du ministère de l'éducation nationale, des inspecteurs généraux des bibliothèques et du secrétaire général de la Bibliothèque nationale ;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1952 modifié relatif à l'organisation du concours annuel prévu au chapitre II dudit décret ;

Vu l'arrêté du 12 juin 1961 autorisant l'ouverture d'un concours sur épreuves pour le recrutement de bibliothécaires ;

Vu l'arrêté du 28 juin 1961 fixant pour l'année 1961 le programme limitatif des épreuves orales du concours pour le recrutement de bibliothécaires,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Un concours sur épreuves est ouvert pour le recrutement de trente-deux bibliothécaires dans les services et établissements relevant de la direction des bibliothèques, dont quatre seront affectés en Algérie.

Art. 2. — Parmi les postes mis au concours, trois sont réservés aux Français musulmans d'Algérie en application de l'ordonnance n° 58-1016 du 29 octobre 1958.

Art. 3. — En sus du contingent prévu à l'article 1^{er}, trois postes sont réservés en vue du reclassement éventuel d'agents des cadres temporaires du ministère de la construction bénéficiaires du décret n° 60-579 du 15 juin 1960.